

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

Épreuve orale d'entretien

Sujet n° 21

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

La compensation écologique

La compensation écologique : fondements épistémiques et reconfigurations technoscientifiques, Vincent Devictor, in Natures Sciences Sociétés 2018/2 (Vol. 26), pages 136 à 149

Texte tronqué (...) (866 mots)

La compensation a reçu plusieurs définitions selon les contextes et les pays. Ces définitions s'accordent généralement pour désigner par ce terme « les actions mesurables d'une politique de conservation conçue pour contrebalancer les impacts résiduels significatifs d'un projet d'aménagement sur la biodiversité qui demeurent après des mesures d'évitement et de réduction de ces impacts » (BBOP, 2012). La question fondamentale qui se pose est comment contrebalancer la perte de biodiversité d'un lieu donné à un temps donné en créant, ailleurs, des gains de biodiversité jugés équivalents.

Le principe de la compensation écologique était présent dans la réglementation française depuis 1976, mais il a été fortement remobilisé ces dernières années jusqu'à faire son apparition dans la nouvelle loi sur la biodiversité de 2016 comme un outil prometteur. Au niveau international, cet outil semble progressivement gagner les politiques d'aménagement du territoire et de gestion des espaces naturels. Il apparaît désormais dans de nombreux pays, aussi bien dans le corpus académique et législatif qu'au sein des politiques de conservation et de gestion de la biodiversité (Calvet et al., 2015a).

En apparence, la compensation est un outil juridique et politique de conciliation de rationalités souvent conflictuelles (Devictor, 2015). D'une part, la rationalité de gestion et d'administration d'un territoire qui mobilise des instruments permettant d'arbitrer la réalisation de projets de développement potentiellement dommageables aux espaces et aux espèces. Et, d'autre part, la rationalité naturaliste préoccupée par le recul des espaces et la protection des espèces qui exige une contrepartie à toute action de destruction de la biodiversité. En principe, si un outil réglementaire contraint un aménageur à réparer ce qui est détruit, aménageurs et protecteurs de la nature devraient pouvoir s'accorder. La compensation permettrait d'empêcher ou de neutraliser les effets de la destruction de la biodiversité par l'aménagement du territoire.

Pourtant, l'engouement pour une telle notion a fait l'objet en quelques années de vifs débats en écologie scientifique et en biologie de la conservation (Dauguet, 2015). Deux tendances majeures structurent la plupart des controverses sur cet outil. La première nourrit l'espoir de voir dans cette approche les formes nouvelles d'une limitation de la destruction de la biodiversité. La deuxième perçoit dans ce même outil la porte ouverte à la justification de la destruction de la biodiversité sous couvert d'un procédé régulé par des experts mal armés ou non légitimes. Pour cette deuxième tendance, non seulement les calculs d'équivalence qui mettent en équation une biodiversité détruite et une biodiversité compensée sont hasardeux au vue de la complexité écologique en jeu (Maron et al., 2012) mais, plus fondamentalement, la compensation vient précisément détourner les enjeux de conservation vers une logique de développement (Apostolopoulou et Adams, 2017).

Curieusement, peu d'études ont examiné les enjeux proprement épistémologiques d'un tel débat. L'articulation entre le savoir écologique mobilisé dans la compensation et les politiques d'aménagement ayant recours à ce principe demeure non explicitée. Or, la plupart des controverses concernant la pertinence scientifique, éthique et politique de la compensation s'enracinent dans des questions de fond en écologie scientifique : peut-on remplacer un écosystème par un autre ? En combien de temps ? Comment apprécier la singularité des habitats ou des populations détruites à une échelle donnée ? Doit-on tenir compte de la dynamique à long terme et à larges échelles des écosystèmes ? Ces questions, à leur tour, renvoient à la manière dont l'écologie contemporaine envisage plus largement la notion d'écosystème, de stabilité, de référentiel, d'équilibre ou d'équivalence... autant de concepts qui structurent le régime de savoir-pouvoir impliqué dans les problématiques écologiques contemporaines et qui mêlent expertise scientifique, savoir académique et décisions politiques.

Les controverses liées aux mécanismes de compensation qui animent l'écologie scientifique posent toutes implicitement la question de la comparabilité d'un état biologique avec un autre. Or l'écologie scientifique a coutume de traiter les entités biologiques non comme comparables mais comme singulières. À ce titre, utiliser des « mesures » de la destruction d'un écosystème ne pose pas, en soi, un problème fondamental. L'écologie scientifique s'est dotée de nombreuses méthodes quantitatives et qualitatives de suivi de différentes composantes de la biodiversité (génétique, phénotypique, fonctionnelle, phylogénétique, individuelle, spécifique, multi-spécifique ou écosystémique) qui permettent de telles mesures. On peut donc considérer que mesurer la trajectoire spatiale et temporelle de ces composantes et traduire ces mesures en « amélioration » par rapport à un état antérieur ne se heurtent pas à un problème scientifique majeur. L'écologie dite de la « restauration » multiplie les méthodes et les exemples empiriques de suivis de paramètres susceptibles de renseigner sur le devenir de l'état d'un niveau d'organisation donné (Van Andel et Aronson, 2012).

Ce qui ouvre un abîme de difficultés, en revanche, c'est de mettre « en rapport » une destruction donnée avec une réparation ou une compensation donnée et de prétendre établir une égalité entre ces deux phénomènes. Mesurer une « équivalence » entre un état écologique et un autre, quel que soit le niveau d'organisation considéré (population, communauté, écosystème), ne semble pas bénéficier d'un fondement théorique clair. L'idée d'équivalence est donc conçue différemment selon la perspective adoptée. Une approche ancrée dans un savoir écologique issu d'une démarche scientifique n'envisagera pas la question de l'équivalence de la même manière que des décideurs ou des bureaux d'études en quête d'efficacité et d'opérationnalité.
